L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : rue de Chartres No 323. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 27 JUILLET 1895. Fondée le 1er septembre 1827.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La. Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI, 27 JUILLET 1895.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.

Le prétendu enlèvement des immondices.

Nous sommes la proie des compagnies de chemins de fer, chacun sait cela. Toutes nos rues sont bouleversées, toutes nos chaussées éventrées. On commence partout, on ne finit nulle part. C'est une véritable calamité. Hélas! si nous n'avions que celle-là. Il y en a une autre bien plus terrible encore, c'est l'enlèvement, vrai ou prétendu, des immondices, ou plutôt, l'exploitation de la ville, sous prétexte d'enlèvement des dites immondices.

La Compagnie a obtenu un contrat à cet effet, à la condition qu'elle opérerait d'après un système scientifique et parfaitement salubre. C'est parce que l'ancien procédé ne possédait pas ces avantages qu'on s'en est débarrassé.

La nouvelle Compagnie s'est formellement engagée à établir la réforme demandée. Tient-elle sa promesse? Non, cent fois non. Nous osons affirmer, sans crainte d'être contredit, que le système actuel est plus nuisible à la santé publique que le premier. Il n'y a qu'une voix là-dessus dans toute la ville. Les plaintes s'élèvent de toutes parts.

La compagnie s'en émeut-elle? Nullement. Elle agit comme elle l'entend et se moque parfaitement des réclamations de ceux-ci, des criailleries de ceux-là. N'est-elle pas la maîtresse? Ne sommes-nous pas son bien, sa chose? Ne lui parlez pas de son contrat. Un contrat! Est-ce que ce n'est pas fait précisément pour être violé?

Voilà le régime sous lequel nous vivons. Combien de temps durera-t-il, nous demande-t-on? La réponse est bientôt faite. Il durera tant que les citoyens se laisseront mener comme un troupeau de moutons, et ne mettront pas à la raison ceux qui les exploitent d'une aussi odieuse façon.

La période électorale en Angleterre.

La période électorale était à peine ouverte en Angleterre, et déjà c'était une vraie débauche de caricatures.

Dans l'une d'elles on voyait assis, dos à dos, chacun devant une table sur laquelle s'étalait un vaste pâté—quelque chose comme une assiette au beurre—lord Salisbury et M. Chamberlain, distribuant de larges cuillerées du plat à ses convives—pour lord Salisbury, ses deux neveux, MM. Balfour, et son gendre, lord Wolmer; pour M. Chamberlain, son fils, le jeune Austen, son beau-frère, M. Powell Williams, et son *fidus Achates*, M. Jesse Collings.

M. Chamberlain, tout en servant à pleines assiettées ses clients qui tendent leur plat avec empressement, se retourne à moitié pour dire à lord Salisbury:

"Occupez-vous de votre famille; moi je m'occupe de la mienne."

Une autre caricature, qui obtint un succès considérable, s'appelle l'*Omnibus de famille*. Le conducteur de ce véhicule est lord Salisbury, qui a déjà colloqué dans l'intérieur ses deux neveux, MM. Arthur et Gérald Balfour, et son gendre, pourvu d'un poste de sous secrétaire d'État.

M. Chamberlain, sous les traits d'une vieille femme, court après l'omnibus. D'une main, il traîne derrière lui son jeune fils, Austen, devenu lord civil de l'Amirauté tandis, que de l'autre il porte un tonton dont la tête ressemble à s'y méprendre à celle de M. Jesse Collings, son fidèle factotum devenu sous-secrétaire d'État à l'intérieur. Enfin il est flanqué de son inséparable ami M. P. Williams, devenu secrétaire financier à la guerre. "Ma brave femme, dit lord Salisbury à M. Chamberlain, je n'ai pas de place dans ma voiture pour tant de monde. Combien êtes-vous?—Il n'y a que moi, mon petit garçon, mon chien et ce bon monsieur. Allons, conducteur, il faut nous trouver de la place. Faites monter quelques-uns de ces messieurs sur l'impériale." Et toute la bande finit par se caser dans l'omnibus, non sans se pousser quelques coups de coude.

ENCORE M. BOWLER.

Nous sommes bien obligés de revenir sur le cas du contrôleur du trésor, Bowler, que ses prétentions, aussi extraordinaires, que nouvelles, ont rendu fameux, depuis quelque temps. Jamais contrôleur n'a autant fait parler de lui.

Il nous arrive, toutes les nuits, du nouveau sur son compte. Nous savons maintenant à n'en pas douter—car il l'a avoué lui-même—qu'il ne reconnait pas la constitutionnalité de la prime, qu'il s'est même engagé à la combattre.

A la bonne heure. Nous aimons mieux cette franchise brutale que les détours qu'il a pris jusqu'ici.

Reste à savoir si le terrain sur lequel il s'est établi est tenable, si les prétentions qu'il affiche ne sont pas intolérables. On a déjà cassé aux gages des contrôleurs qui n'affichaient pas une aussi outrecuidante omnipotence. Où donc M. Bowler a-t-il vu que la prime est inconstitutionnelle, parce que c'est une prime? Mais alors les pensions sont également inconstitutionnelles, car, elles aussi, sont une prime. Le gouvernement a le droit de les retirer, s'il le veut; mais il a aussi et surtout celui de les donner. Ce qu'il fait pour les pensions, il l'a fait pour la prime sur les sucres indigènes. Il n'y a rien à répondre à cela. Qui attaque la seconde, frappe en même temps les premières. Est-ce qu'il ne se trouvera personne pour remettre à sa place un subalterne qui prétend usurper tous les pouvoirs de l'Etat?

L'IMPOT SUR LE RIRE.

Du moment qu'on impose ou qu'on essaye d'imposer toutes les manifestations du luxe et du bien-être sous toutes les formes, il est surprenant que l'idée ne soit venue à aucun législateur d'imposer aussi les manifestations du bonheur, de la joie ou de la gaîté. Car si les hommes ne sont pas égaux en revenus, représentant les jouissances matérielles de la vie, ils le sont encore moins en bonne humeur, source d'une foule d'autres jouissances. Et si l'on rêve de la justice absolue, à l'instar de M. Cavaignac et de quelques-uns de ses collègues il faut imposer celles-ci dans la même proportion que celles là.

Le rire nous paraît donc appelé dans un avenir prochain, dit Alfred Capus, à supporter une taxe plus ou moins forte. Il est le signe le plus évident du plaisir et il n'y a aucune raison pour que les gens qui prennent un plaisir ne payent pas un impôt proportionnel. Un homme d'humeur gaie et qui rit fréquemment excite autant de jalousie et de colères chez les hommes qui n'aiment pas à rire ou qui n'en ont pas l'occasion, qu'un riche financier qui passe en voiture devant de pauvres diables crevant la faim. Il est aussi naturel de songer à établir l'égalité entre les uns qu'entre les autres, par la voie des impôts et des taxes. L'impôt sur l'éclat de rire est la conséquence logique de cette sorte de raisonnement. Il est effrayant de calculer l'argent que le fisc a perdu depuis seulement vingt ans, en n'ayant pas pensé à cela plus tôt.

Le mode de perception et le taux de cet impôt sur le rire, qui sera visiblement un des bienfaits du vingtième siècle, seront assez délicats à fixer. Il y faudra l'adresse et le tact bien connus de nos législateurs. Mais on peut en indiquer dès aujourd'hui les lignes principales. Le taux, par exemple, devra en être peu élevé. Dans un pays bien organisé au point de vue social, on doit pouvoir rire aux éclats pour un sou. On sera probablement même conduit à créer des abonnements d'un, de deux ou de six mois, à prix réduits moyennant quoi un citoyen aura le droit de rire tout son soûl sans démêlés avec le percepteur.

Quant au mode de rentrée de l'impôt, il ne faut pas se dissimuler que le fisc sera frustré assez souvent. Bien des gens riront en famille et éviteront de le faire dans la rue afin de ne pas être dénoncés. Cependant, tous les éclats de rire ne pourront échapper à un contrôle soigneusement dirigé: et, entre autres, les gens qui riront dans les endroits publics, cafés, théâtres et concerts, auront de la peine à se dissimuler. Les théâtres surtout, quand on y jouera des pièces de M. Gandillot ou de M. Feydeau, seront une mine de revenus pour l'Etat.

Nous aurons ainsi—à peu près—la réalisation sur terre de la terrible prophétie chrétienne: "Malheur à vous qui riez, car vous payerez!"

Souvenir de la bataille de Sédan.

Dans de curieux souvenirs de M. Archibald Forbes sur la bataille de Sédan, se trouvent quelques détails, inédits, sur la maison où Napoléon III s'arrêta en attendant qu'il pût aller lui-même, après la défaite, se constituer prisonnier. Cette maison appartenait à une dame Fournaise, qui paraît avoir su assez bien tirer parti des avantages de la situation; dès que sa demeure fut devenue "historique," elle en vendit les morceaux aux amateurs de curiosités: au prince de Bismarck échut la table à laquelle lui et l'empereur s'étaient assis. Les deux chaises de paille authentiques qui avaient servi à Napoléon et au ministre du roi Guillaume furent adjugées, l'une à sir Beauchamps Walker, l'autre au général Sheridan. Quant aux visiteurs innombrables qui défilèrent ensuite pendant des années dans l'immeuble de Mme Fournaise, ils eurent, eux aussi, des chaises, mais qui, celles-là, avaient simplement servi à remplacer les sièges originaux acquis par MM. Beauchamps Walker et Sheridan. C'est ainsi qu'en Angleterre, la quantité de bois qu'on a vendue comme extraite du fameux mûrier de Shakespeare, pourrait maintenant faire la charpente de toute une ville.

TIGRE PRIS A L'HAMEÇON.

La pêche au tigre! Telle est dans son étonnante expression la nouvelle suggestive qu'apportent les journaux belges.

Il convient de la relater pour encourager les pêcheurs à la ligne et faire rêver les chasseurs.

C'est aux Indes que s'est passé ce petit drame. Un pêcheur se dirigeait vers la rivière, accompagné par un vieux et fidèle Shikari qui portait son rifle, dans le cas où l'on aurait rencontré du gros gibier inattendu, le pays que l'on traversait étant principalement des jungles. Le pêcheur, sachant que le Shikari était à même de se défendre, en cas d'attaque, prit les devants vers la rivière où, après quelque temps, il captura un gros poisson, pesant au moins 20 livres.

Revenant avec cette belle prise et passant près d'un ravin, il vit venir à lui un énorme tigre et, avant que la bête, pût l'apercevoir, il se cacha derrière un amas de rochers.

Dans l'agitation du moment, le poisson, duquel il n'avait pas eu le temps de détacher l'hameçon, tomba de ses mains et glissa absolument en vue du tigre.

Celui-ci allait passer sans y prendre garde, mais à ce moment, le poisson fit un léger mouvement qui attira l'attention du fauve. Il s'élança d'un bond sur l'animal à sang froid, le saisit par la tête et l'emporta. L'hameçon tenait encore et sitôt que le tigre sentit la résistance de la corde et la légère piqûre, il donna une secousse dont le résultat fut qu'il resta harponné par la lèvre.

A ce moment critique, l'animal en fureur aperçut le pêcheur atterré et fixa sur lui ses yeux verts et brillants. Ce dernier, en désespoir de cause, commença à jouer avec la bête cruelle, comme il eût taquiné un simple goujon, agitant légèrement la ligne; mais quoi que le tigre, ne sachant pas ce qui lui arrivait, s'arrêtât interdit, le répit ne paraissait pas devoir se prolonger et, revenu de son ébahissement, la bête féroce ne tarderait pas à croquer le malheureux pêcheur. Heureusement, à cet instant suprême, le natif shikari apparut sur la scène et d'une balle bien dirigée, il abattit le roi de la jungle.

Le Canal du Nord à la Baltique est-il assez profond?

La Deutsche Warte se disant parfaitement renseignée, se pose la question suivante: "Le canal de la mer du Nord à la Baltique est-il assez profond"?

Voici ce qui résulte de l'analyse faite par le journal allemand.

Le canal en question a partout une profondeur de 9 mètres et tous les vaisseaux quelconques peuvent le passer. Sur un seul point, près du pont de bateaux de Grünenthal, où un éboulement s'est produit il y a deux ans, la profondeur vient d'être ramenée à 8 mètres. Des éboulements sont d'ailleurs inévitables sur les canaux et les digues des chemins de fer.

Bien que la profondeur du canal soit suffisante pour tous les vaisseaux, on ne les laisse provisoirement pas passer, les travaux près de Grünenthal n'étant pas encore terminés. Si plusieurs vaisseaux de guerre se sont échoués en passant le canal, c'est que les grands vaisseaux n'obéissent plus au gouvernail en cas de diminution de la vitesse. Ce n'est pas la profondeur du canal qui en est cause, mais le fait que les pilotes ne connaissent pas encore suffisamment la voie navigable. Le rayon de toutes les courbes est de mille mètres, de sorte que les plus grands navires peuvent passer le canal.

Quoi qu'il en soit, la dépêche suivante de Berlin donne l'opinion contraire exprimée par une feuille allemande:

"Malgré les explications fournies par l'administration du canal de Kiel, la Gazette de Voss maintient que la profondeur du canal n'est pas suffisante et regrette que dans le projet primitif on n'ait pas tenu compte de la nécessité d'avoir une profondeur de neuf mètres qu'il faudra obtenir maintenant à grands frais."

REACTION ANGLAISE.

Les dernières élections générales en Angleterre viennent de donner des résultats étonnants. Les conservateurs et les unionistes l'emportent sur toute la ligne. Les conservateurs, autrement dit les Tories, sont au nombre de 327. En y ajoutant 62 unionistes, c'est-à-dire les libéraux alliés aux conservateurs, en haine de l'autonomie projetée de l'Irlande, le parti conservateur compte 389 membres.

Les libéraux, les McCarthystes, les Parnellistes et le parti ouvrier, réunis en bloc, ne comptent que 229 membres qui se repartissent ainsi: Libéraux, 152; McCarthystes et Parnellistes, 69; ouvriers, 2.

C'est un véritable écrasement pour les premiers, une défaite signalée pour les seconds, un quasi-anéantissement pour les troisièmes. En admettant l'action des influences locales, des intrigues, de la corruption, choses inséparables de toute élection anglaise, il est impossible de ne pas reconnaître ici un mouvement bien accentué de réaction. Le grand vieillard est vaincu. Deux choses l'ont perdu: l'autonomie de l'Irlande détestée, et le socialisme que l'on a cru voir embusqué derrière son libéralisme. N'est-ce pas lui qui a dit que le dix-neuvième siècle était le siècle des ouvriers?

PETITES NOUVELLES.

Un dernier écho des fêtes de Kiel.

La police de Hambourg fait afficher de temps en temps sur les murs de la ville une liste d'objets trouvés.

La dernière de ces listes indique, entre autres objets, cinq décorations, savoir: un Ordre d'Anhalt, trois Ordres de l'Aigle-Rouge et un Ordre de la Couronne.

La feuille allemande à qui sont empruntées ces renseignements en conclut que les porteurs de ces Ordres devaient avoir perdu toute responsabilité de leurs actes pour égarer ainsi leurs insignes.

Il est étrange de constater comment certaines légendes populaires, toujours les mêmes se reproduisent en divers lieux et à diverses époques dans des conditions à peu près identiques.

Ainsi la liste serait innombrable des personnages célèbres que l'imagination des foules a refusé de croire morts et dont elle a attendu la réapparition soudaine pendant de longues années après leur décès.

Dans son dernier numéro, la Revue des Revues nous cite, à ce propos, un extrait d'un périodique russe, qui raconte l'histoire posthume de deux souverains moscovites: l'un, l'empereur Alexandre Ier, qui, dégoûté de régner, aurait été se réfugier en Sibérie sous le nom de Tédor-Kouzmitch, tandis que l'on enterrait somptueusement à sa place un soldat qui lui ressemblait ou un mannequin à figure de cire; l'autre, l'impératrice Elisabeth, qui, également lasse des grandeurs, se serait fait appeler Akoulina Ivanovna et aurait vécu de longues années dans une confrérie de mystiques, pendant qu'une des dames de sa cour s'installait sur le trône.

L'histoire, avec tous les documents exacts dont elle dispose aujourd'hui, semble déjà bien difficile à écrire: devant des légendes comme celles que nous reproduisons, on se demande ce qu'elle pouvait bien être quand les historiens ne possédaient guère d'autre moyen d'information que les traditions orales et les récits transmis de père en fils.

D'après les dernières statistiques officielles, la France possède actuellement 8,530 kilomètres de cables sous-marins répartis en 54 lignes.

Quant aux compagnies françaises possédant les câbles sous-marins, elles sont au nombre de trois: le la Compagnie française du télégraphe de Paris à New-York, propriétaire de 6,531 kilomètres de câbles: 2e la Commercial Cable company, dont le siège est à Paris, et qui possède 7 câbles ayant ensemble 16,796 kilomètres de longueur; 3e la Société française des télégraphes sous-marins, avec 15 câbles ayant ensemble une longueur de 8,421 kilomètres.

Nous parlions récemment des voyages de la reine d'Angleterre, du cérémonial qui les accompagne et des précautions que l'on multiplie pour éviter les accidents.

Voici maintenant, toujours d'après les journaux d'outre-mer, un aperçu des dépenses qu'entraînent les déplacements de Sa Majesté.

Il s'agit de la dernière excursion faite cet hiver sur le continent, à Cimiez et à Darmstadt.

Le chemin de fer, de Cherbourg à Nice, a coûté 2,000 livres,—50,000 fr.; de Nice à Darmstadt, 1,500 livres,—37,500 fr.; de Darmstadt à Hambourg, 1,000 livres,—25,000 fr.

Ces chiffres représentent les prix des trains spéciaux qui transportèrent la souveraine, sa suite, ses chevaux, ses voitures et ses bagages à travers la France, l'Italie, la Suisse et l'Allemagne.

Les frais de séjour proprement dits s'élèvent à 6,500 livres, tant pour Cimiez que pour Darmstadt; d'où il suit que le total général atteint 11,000 livres—275,000 fr.

La somme est assez respectable; il paraît cependant qu'elle est beaucoup plus faible que l'an dernier, et les Anglais se montrent satisfaits de l'économie de leur Reine.

Barras raconte dans ses "Mémoires" que Carnot, le grand-père du président assassiné l'an dernier, exhalait un jour sa colère contre les journaux dirigés par Paultier et Lauriel. Il parlait au contraire avec les plus grands éloges du journal Le Censeur, rédigé par Gallet et voulait témoigner l'estime qu'il avait pour lui, en faisant voter par le Directoire des secours pécuniaires en faveur de ce journaliste.

Mais Barras se leva et répondit avec vivacité à "l'Organisateur de la victoire": "Les journalistes ne doivent prétendre à d'autres encouragements qu'à ceux de l'opinion publique; s'ils le méritent, elle les récompensera de reste, par la multiplication des abonnés; et leur fortune et leur honneur y trouveront leur compte. La liberté de la presse est la seule protection que les gouvernements doivent aux écrivains."

L'Abeille de Dimanche.

Notre numéro de demain renfermera entr'autres articles intéressants: Des lettres inédites d'Octave Feuillet, une remarquable étude sur la femme comme Mère, de notre éminent collaborateur, M. François Tujague, et des souvenirs sur les cantatrices françaises.

Nous mettrons sous les yeux de nos lecteurs le portrait de celle de ces cantatrices qui vient de mourir, Mme Miolan-Carvalho, dont il est longuement parlé dans ces souvenirs.

Le traité franco-chinois.

Ceux d'entre nous qui s'intéressent aux affaires de France et aiment à voir ce pays prendre de l'expansion à l'extérieur—ce dont, du reste, la civilisation et l'humanité ont toujours eu à tirer profit—ont dû lire avec plaisir la dépêche que nous publiions, hier matin, et qui est intitulée: la France et la Chine, ils y ont vu que, en vertu de son traité avec la Chine, la France a obtenu: 1° l'ouverture au commerce de plusieurs villes de l'intérieur, dans les provinces de Kwang-se et Yun-nan qui confinent au Tonkin. 2°. Le droit d'établir deux consuls dans deux centres commerciaux différents. 3°. Le droit pour les Français de s'établir le long de plusieurs cours d'eau, ceux du Mekung, par exemple, et de la rivière Laso. La France a même le droit d'y établir des lignes télégraphiques et des chemins de fer.

Ce sont là de grands avantages. Quand on songe, surtout, qu'il s'agit de la Chine, cela prend les proportions d'une véritable conquête. Reste à savoir si, dans la politique, ce traité nouveau est exécutable, si la France ne se met pas là une lourde besogne sur les bras. C'est égal, il y a ici pénétration réelle, effective. On ne peut qu'en féliciter la France et la civilisation.

Une Menace de Grève.

Il est dit que la pauvre ville de la Nouvelle-Orléans n'aura pas un instant de tranquillité. Ce n'était pas assez d'être terrorisés, comme nous le sommes, par les crimes qui se commettent journellement, ici et là; voilà que l'on nous menace d'une grève des employés de chemins de fer.

Une pareille perspective, à l'époque de l'année où nous sommes, est bien faite pour effrayer le public.

Nous avons l'horreur des grèves. Nous ne nous sommes jamais gênés pour le déclarer hautement; mais, en vérité, il faut que chacun y mette du sien. Voilà longtemps que les employés attendent le redressement de leurs griefs, fondés ou non. Ils peuvent avoir tort en certains cas; mais il est plus que probable qu'ils ont raison dans d'autres. Pourquoi ne pas s'en rapporter à une tierce autorité, parfaitement désintéressée et qui a un caractère légal? Pourquoi épiloguer, comme on le fait, et exiger une formalité parfaitement inutile et que l'on sait, d'ailleurs, inexécutable?

Nous espérons que l'affaire va s'arranger. Pour l'amour de Dieu, pas de grève! A l'heure qu'il est, ce serait une affreuse calamité publique.

LE TUTOIEMENT DANS L'ARMÉE.

Nous parlions, l'autre jour, du tutoiement dans l'armée de supérieur à inférieur. Napoléon Ier n'aurait guère admis le "vous," lui qui ne l'employait jamais pour les sous-officiers et soldats.

Le tutoiement impérial est, du reste, rappelé dans une bien piquante anecdote contée par le général Lejeune en ses Mémoires, à l'occasion d'une revue où l'Empereur nommait des sous-lieutenants sortis du rang, dans le 52e régiment.

Napoléon, s'adressant aux sous-officiers les plus méritants, leur disait:

—Je te fais officier.

Or, ce jour-là, un beau jeune sergent se détache des rangs:

—Combien as-tu de blessures? dit l'Empereur.

—Trente! répond le sergent.

—Je ne te demande pas ton âge, réplique l'Empereur avec bonté, mais le chiffre pe tes blessures....

Le sergent, sans broncher, répète:

—Trente!

L'Empereur, contrarié de cette réponse, dit au colonel:

—Cet homme se trompe; il pense que je lui demande son âge....

—Sire! il a bien compris. Il a été blessé trente fois.

—Comment! dit l'Empereur avec surprise, il a été blessé si souvent et il n'a pas la croix!

Le sergent, alors, regardant sa poitrine, s'aperçoit que le baudrier de la giberne cache sa décoration, et, tout en la déplaçant pour laisser voir sa croix, il dit à l'Empereur avec énergie:

J'en ai bien une, mais j'en ai f... bien mérité une douzaine.

L'Empereur, heureux lorsqu'il rencontrait de tels hommes, dit à celui-ci ces mots sacramentels, en lui tirant amicalement la moustache:

—Je te fais officier.

—C'est bien, mon Empereur!.... Vous ne pouviez pas mieux faire, répartit le nouveau sous-lieutenant en relevant fièrement la tête.

DEPECHES

Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles Etrangères.

La fin de la dynastie chinoise.

Presse Associée.

San Francisco, 26 juillet—Ho Tang, un banquier chinois de Hong Kong, qui a figuré dans les négociations infructueuses entamées pour placer l'emprunt de guerre en Angleterre, est arrivé de l'Orient à San Francisco par le steamer City of Pékin, en route pour New-York et Londres.

En discutant les conséquences de la guerre, le banquier a déclaré que les jours officiels de Li Hung Chang sont comptés, et il incline à croire que tout le pays sera englobé dans une révolution. Ho Tang base sa prédiction de luttes intestines, non seulement sur le mécontentement général de la population, mais sur la superstition des masses.

Si une révolution éclate, dit-il je pense qu'un petit livre publié il y a 450 ans environ en sera, d'une façon indirecte, une des principales causes. La publication de ce livre est défendue depuis des siècles, et cependant un grand nombre de personnes savent ce qu'il contient.

Lou Pak Wong, un prophète et un grand ministre de la dynastie des Mings, celle qui a immédiatement précédé la dynastie présente, est l'auteur du livre, et il l'a écrit en réponse à une question que lui a posée le premier empereur de la dynastie actuelle.

Connaissant l'histoire et ayant foi dans ses leçons, il a pensé que sa dynastie s'élèverait, prospérerait et disparaîtrait comme les autres de la même politique chinoise, et il a demandé au professeur combien de temps elle régnerait. C'est en réponse à cette question que le livre a été écrit. Il contient des prophéties et indique ce que l'avenir réserve, entre autres choses, qu'une nouvelle dynastie apparaîtra dans ce siècle.

Quelques-unes de ces prophéties se sont réalisées dans le passé, ce qui a impressionné un grand nombre d'esprits superstitieux. Pour cette raison, le livre peut avoir une grande influence aujourd'hui, en ce temps où une masse de circonstances favoriserait toute révolte naissante.

Le banquier désire relever pacifiquement le pays et ses intérêts sous la dynastie des Chings.

L'énorme fortune de Li Hung Chang, ajoute Ho Tang, est en grande partie la cause de la popularité déclinante du grand vice roi, et il y a de plus une tache sur l'honneur de sa famille: son frère ayant été obligé de résigner ses fonctions à la suite d'une accusation générale de corruption.

Les Chinois estiment que Li Hung Chang est l'homme le plus riche du monde, et que sa richesse a beaucoup à faire avec son maintien tenace au pouvoir. En monnaie américaine, sa fortune est évaluée à $500,000,000. Il est propriétaire d'immenses rizières et d'innombrables monts-de-piété, ces derniers étant considérés comme des placements très avantageux.

Ils sont exploités avec l'autorisation du gouvernement et se comptent par milliers.

Ils ne sont, en somme, que de grandes institutions de banque avec un énorme pour-cent de profit.

Ho Tung termine en disant que John W. Foster, un des représentants de la Chine dans les négociations du traité de paix avec le Japon, a reçu de Li Hung Chang $100,000 pour ses services.

Déroute des insurgés.

Presse Associée.

La Havane,—26 juillet—Le lieutenant colonel Tejada, des guerillas, a mis en déroute des insurgés près de San Luis, dans la province de Santiago de Cuba. Les rebelles ont laissé quatorze morts sur le champ de bataille et ont emporté leurs blessés. Les Espagnols ont eu trois tués et neuf blessés; ils se sont emparés d'armes et de munitions.

C'est en revenant de Santa Barbara avec un bataillon de guérillas, que le lieutenant-colonel Tejada a rencontré les insurgés au sud de Capti Abajo. Les rebelles, en nombre beaucoup supérieur aux troupes régulières, étaient commandés par Quintin Bandera.

Le commandant espagnol les a aussitôt attaqués, et, après une courte lutte, les a dispersés dans toutes les directions avec une perte de 47 tués et blessés. Les Espagnols se sont emparé du drapeau des insurgés et de neuf fusils.

Du côté des espagnols, le major Pranet et le capitaine Lopez ont été blessés; cinq soldats ont été tués et sept blessés.

Les guérillas ont eu une escarmouche avec les rebelles dans le district du Rio Seco et en ont tués deux.

Une complication à l'horizon.

Presse Associée.

Mobile, Alabama, 26 juillet.—Un journal de Bélize, Honduras, apporte la première nouvelle de la saisie à Escalar Lagoon, sur la rivière Hondo, la ligne de frontière entre le Honduras et le Yucatan, de deux bateaux chargés de bois appartenant à des sujets britanniques.

La saisie a été faite par un navire de guerre anglais pour violation alléguée de réglements de police.

En quittant ces parages, le 15 juillet, le navire de guerre est passé entre deux îles appartenant à l'Angleterre, et, par conséquent, traversé les eaux de cette puissance.

La question soulevée par la saisie et cet acte paraît être [illegible] l'attention de la [illegible].

Angleterre et Colombie.

Presse Associée.

New York, 26 juillet—De sources dignes de confiance, on apprend que des offres ont été faites pour achever le Canal de Panama avec des capitaux anglais, dit une dépêche de Bogota au *World* de New York.

La rumeur d'une alliance entre l'Angleterre et la Colombie est démentie dans les cercles officiels.

Perses et Turcs.

Presse Associée.

Paris, 26 juillet—Une dépêche reçue à Paris de Constantinople annonce que des conflits sanglants ont eu lieu entre les Perses et les Turcs sur la frontière de la Perse.

Cannibales.

Presse Associée.

Hermosillo, Mexique, 26 juillet—Les Indiens Seris, la tribu cannibale qui occupe l'île Tiburon, causent de nouveau des troubles, et les colons établis sur les côtes de la Sonora, près de l'île, craignent une attaque. Un certain nombre de ces Indiens ont attaqué, il y a quelques jours, la ferme de Pascual Encinas, mais ils ont été repoussés par les employés.

Les fermiers demandent protection aux autorités.

Lady Gunning arrêtée.

Presse Associée.

Londres, 26 juillet — Lady Francis Rose Gunning, veuve du révérend Sir Henry Gunning, quatrième baronet de ce nom, mort en 1885, a été accusée aujourd'hui d'avoir contrefait la signature de son père, l'honorable Wm. Henry Spencer, oncle du baron Churchill, recteur de Great Houghton, dans le Northamptonshire, sur un billet. Elle a été arrêtée.

Chauncey Depew.

Presse Associée.

Londres, 26 juillet—La *Gazette* de Westminster publie aujourd'hui une longue interview avec Chauncey Depew dont, dit le journal, on parle beaucoup comme candidat républicain à la prochaine élection présidentielle des Etats-Unis.

Dans cette interview, M. Depew discute longuement les élections anglaises, l'opinion américaine et la doctrine Monroe, se plaçant au même point de vue sur tous ces sujets que dans son interview avec le représentant de la Presse Associée, lorsqu'il a débarqué à Southampton, du steamer Paris, le 18 juillet.

Sur la question du bi-métallisme, M. Depew aurait dit qu'il croit que la majorité des membres du cabinet de lord Salisbury sympathisent dans cette question avec les vues du très honorable A. J. Balfour, premier lord de la trésorerie.

Le Columbia.

Presse Associée.

Southampton, 26 juillet—Le croiseur des Etats-Unis Columbia est parti à midi et demi pour New York et fera son essai de vitesse à travers l'Atlantique.

Les fruits californiens en Angleterre.

Presse Associée.

Londres, 26 juillet—Seize cents caisses de fruits californiens sont arrivés hier matin à 8 heures 15 de New York à Southampton, et ont été vendues aux enchères à Covenant Gardes aujourd'hui, à des prix inférieurs de moitié à ceux obtenus la semaine dernière.

Les prunes ont été vendues en moyenne 7 shillings 10 d. la caisse; les pêches et les poires ont rapporté 11 shillings 7 d.

Dans l'isthme de Panama.

Presse Associée.

Colon, Colombie, 26 juillet—La grève des ouvriers des quais, des navires et autres, y compris les aiguilleurs du chemin de fer, qui a causé une si grande stagnation des affaires, est en partie terminée, mais elle continue à Panama. On espère cependant que toutes les difficultés seront réglées d'ici quelques jours. Le trafic n'est pas entravé dans l'isthme.

L'extradition de Holmes.

Presse Associée.

Toronto, province d'Ontario, Canada, 26 juillet—Cependant que la police et les détectives désirent ardemment l'extradition de Holmes, l'avocat-général n'est en aucune façon enclin à se voir dans la nécessité d'a-sumer les dépenses et les ennuis d'un procès, si une condamnation capitale peut-être obtenue ailleurs.

Les autorités de Philadelphie ont été notifiées que des mandats sont lancés simplement pour donner à Toronto la priorité sur Chicago, Detroit ou toute autre place qui réclamerait l'instruction de l'affaire.

L'honorable A. S. Hardy, agissant comme avocat-général en l'absence de Sir O. Mowatt, sera consulté cette après-midi par l'avocat de la couronne au sujet de cette affaire, et sa décision dépend de ce qui sera décidé.

Le sous avocat-général Cartwright déclare ouvertement que Holmes n'est pas amenable à Toronto, et qu'il ne croit pas qu'il traverse jamais la frontière.

Nouvelles Américaines.

Le divorce Colgate.

Presse Associée.

Trenton, New Jersey, 26 juillet—Mme Adelaïde Colgate a institué aujourd'hui des procédures pour obtenir le divorce de son mari, M. S. Colgate, un associé de la Banque new yorkaise Neslage, Colgate et Cie. Mme Colgate demeure à Bloomfield dans le New Jersey.

Dans sa pétition au tribunal, elle allègue que son mari a abandonné le domicile conjugal depuis un an, et qu'il a vécu, ces derniers six mois, au numéro 9 de la rue Christopher, avec une femme nommée Delia Bassett, où ils sont connus sous le nom de M. et Mme Bassett.

Mme Colgate demande le divorce et une rente pour son entretien et celui de son enfant de cinq ans dont elle réclame la charge.

L'association dont fait partie M. Colgate a été dissoute hier, à cause du procès en divorce intenté.

La croisière de l'Atlanta.

Presse Associée.

Washington, 26 juillet—Le croiseur des Etats-Unis Atlanta, affecté à la surveillance des filibustiers, est parti hier de la Havane pour Key West.

La Chine profite de la leçon.

Presse Associée.

New York, 26 juillet—La Chine termine rapidement ses arrangements pour les commandes à l'étranger de navires, de canons, de fusils et de munitions. Son plan a été divulgué hier soir lorsque le colonel M. H. Jeffards, attaché militaire de la légation chinoise à Londres, et Fung How Wong, secrétaire de cette légation, sont arrivés à New York après avoir assisté aux essais d'un nouveau projectile à Perryville, dans l'Etat de New York.

Après sa terrible expérience avec le Japon, et suivant l'exemple de la France après la guerre de 1870, la Chine a décidé de n'être plus surprise. Des commissaires ont été envoyés en Europe et en Amérique dans ce but, et on dit que les fruits de leurs travaux se produiront bientôt.

On ajoute que les constructeurs de navires, les fabricants de canons et de fusils des Etats-Unis auront lieu de se réjouir lorsque la Chine fera ses commandes finales, car il est connu que les rapports envoyés jusqu'à présent au gouvernement sont très en faveur de l'Amérique.

Le colonel Jeffards est un ancien officier de l'armée anglaise. Il est particulièrement chargé en Chine du nouveau programme qui comprend l'équipement des troupes.

Les projectiles essayés à Perryville sont connus sous le nom de leur inventeur, le docteur Justin, qui prétend avoir résolu le problème de l'emploi en toute sécurité des explosifs gélatineux.

Le canon employé pour les expériences est le canon Blakley, de neuf pouces. Deux projectiles ont été lancés, le premier par une charge de poudre de 25 livres, le second par une charge de 36 livres 1/2 de dynamite.

Les deux expériences ont parfaitement réussi, et ont démontré pleinement la puissance respective des deux matières employées.

Le but était un rocher de calcaire; le projectile lancé par la poudre à canon a brisé le roc à l'endroit où il a frappé, mais le projectile lancé par la dynamite a mis le rocher en pièces. Le choc de ce dernier projectile a été si violent qu'un immense volume de calcaire en poudre a obscurci l'air, et la détonation a été entendue à plusieurs milles à la ronde.

Les commissaires chinois se sont déclarés entièrement satisfaits, et sont enthousiasmés du projectile à dynamite.

La Navigation Américaine à Cuba.

Presse Associée.

Washington, 26 juillet—Dans son rapport sur le commerce étranger de son district pendant la dernière année fiscale, l'agent commercial des Etats-Unis, Walter Barker, à Sagua la Grande, île de Cuba, s'étend longuement sur l'infériorité comparative de la navigation américaine dans les eaux cubaines.

Les importations des Etats-Unis se sont élevées à $4 750,000, et $1,241,187 de marchandises ont été transportées par des navires américains, le reste arrivant par des navires anglais, espagnols, allemands et norwégiens. Près de la moitié des exportations des Etats-Unis a été transportée par des bateaux anglais.

M. Barker pense que cet état de choses est dû au fait que les navires étrangers trafiquant dans ces parages sont des *Tramps*, et effectuent les transports à meilleur marché que les Américains. Il croit également que les frais de port onéreux imposés dans les eaux cubaines ont pour effet d'en éloigner la navigation des Etats-Unis.

Les importations des Etats-Unis à Cuba ont été insignifiantes en comparaison avec celles des années précédentes.

L'agent attribue cette circonstance à l'appauvrissement de l'industrie sucrière, et à l'abrogation par l'Espagne du traité de commerce conclu avec les Etats Unis.

Les Indiens refusent.

Presse Associée.

Washington, 26 juillet—L'agent du service Indien à Fort Hall, Idaho, M. Teter, télégraphie au commissaire Browning que les policemen envoyés aux Indiens, porteurs du message leur ordonnant de rentrer dans leurs réserves, rapportent qu'ils refusent positivement. L'agent demande la permission de quitter la réserve et d'accompagner les troupes au lieu des désordres. Cette permission lui a été accordée.

###